

Sortir de l'isolement, construire la victoire

Lola Sudreau – Fédération de Seine-Saint-Denis – Section de Montreuil

L'extrême-droite gouverne déjà dans de nombreux pays à travers le monde, et nous en voyons chaque jour les effets désastreux : recul des libertés publiques, criminalisation des mouvements sociaux, attaques contre les minorités, destruction accélérée de la planète, remise en cause des droits des femmes et des droits humains fondamentaux. Partout où elle accède au pouvoir, l'extrême-droite s'emploie à vider la démocratie de sa substance, à concentrer les pouvoirs, à attiser les divisions et à imposer une politique au service du capitalisme.

En France, il faut cesser de dire que l'extrême-droite serait « aux portes du pouvoir ». Cette formule est désormais anachronique. Le fascisme s'est déjà installé dans le paysage politique et institutionnel. Avec 88 député-es pour le seul Rassemblement national, la banalisation de ses thèmes dans le débat public, et le tournant réactionnaire assumé du parti présidentiel, l'extrême-droite a déjà largement gagné la bataille idéologique et dispose de relais puissants pour gouverner. Les politiques menées depuis des années ont validé ses obsessions sécuritaires, racistes et autoritaires. Les élections municipales à venir risquent d'ailleurs d'accélérer cette dynamique, avec la perspective de voir basculer de nombreuses villes et d'ancrer durablement l'extrême-droite dans les territoires.

Face à cette situation, des expériences politiques locales montrent qu'une autre voie est possible. Dans plusieurs villes, des forces de gauche, des écologistes, des communistes, des mouvements citoyens et des acteurs associatifs ont fait le choix du rassemblement dès le premier tour pour faire front commun contre des candidat-es de droite et d'extrême-droite. Ce choix stratégique n'est pas seulement arithmétique : il s'appuie sur un travail avec les citoyen·nes, sur des démarches participatives, sur la construction de programmes répondant aux urgences sociales, écologiques et démocratiques. Cette dynamique pourrait permettre de gagner des villes symboliques, comme Nîmes ou Le Havre, et de montrer concrètement que l'unité populaire est non seulement possible, mais victorieuse.

Cette expérience doit nous inspirer pour les élections présidentielle et législatives de 2027. Nous ne pouvons pas nous permettre de reproduire les erreurs des deux derniers scrutins, qui ont abouti à des seconds tours opposant la droite et l'extrême-droite. Notre responsabilité historique est de construire une alternative crédible, populaire et majoritaire, capable de gouverner et de transformer réellement la société.

Dans ce contexte, une candidature unique et isolée du Parti communiste français à l'élection présidentielle serait un non-sens. Ce serait un non-sens pour notre parti,

qui en ressortirait affaibli politiquement et financièrement, dans un moment où nous avons besoin de renforcer notre capacité d'action, d'organisation et de rayonnement. Ce serait surtout un non-sens au regard de la situation politique du pays et de l'urgence à empêcher l'extrême-droite d'accéder au pouvoir. L'enjeu est à la construction d'un front populaire capable de gagner et de gouverner, en s'appuyant sur les luttes sociales, syndicales, féministes, antiracistes, écologistes et citoyennes.

Nous devons assumer une stratégie de rassemblement dès maintenant, sur des bases claires : rupture avec le capitalisme, justice sociale, planification écologique, défense du service public, féminisme, antiracisme et solidarité internationale. Le Parti communiste a toute sa place dans cette construction, avec son histoire, son implantation locale, ses élu·es, ses militant·es et ses propositions. Mais cette place ne peut être pleinement utile que dans une démarche collective, ouverte, populaire, qui dépasse les logiques d'appareils.

Des alternatives existent et doivent être assumées politiquement. Elles passent d'abord par un ancrage profond dans les forces du mouvement social. C'est dans ces luttes que se construit la légitimité d'un projet de transformation sociale, et c'est avec elles que nous devons élaborer un programme de rupture et mobilisateur.

Dans le champ politique, la France insoumise est aujourd'hui, objectivement, la force majoritaire à gauche. Nous avons donc un intérêt stratégique à construire avec elle, ainsi qu'avec l'ensemble des forces de gauche et écologistes, un programme commun ambitieux, clair, partagé, capable de rassembler une majorité populaire, s'appuyant sur les bases programmatiques de la NUPES et du NFP. Cela ne signifie pas renoncer à nos idées communistes, mais les mettre au service d'un projet collectif. C'est toujours dans le rassemblement que le Parti communiste s'est renforcé.